

Communiqué de presse CGT Finances Publiques de la Marne

Relocalisation de services des Finances Publiques à Châlons-en-Champagne = un marché de dupes !

La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), sous la directive du Gouvernement, s'est engagée dans un vaste plan national de relocalisation de ses services dans les territoires dits de province. Ainsi, il a été annoncé le transfert de services installés actuellement dans des grandes métropoles vers des villes de tailles moyennes, avec à la clef la promesse d'implantation d'emplois et de l'arrivée d'agents (et de leurs familles) voulant suivre leurs missions.

Dans la Marne, cette opération de relocalisation est uniquement située sur la Ville de Châlons-en-Champagne avec l'arrivée de 3 services et l'annonce de l'implantation de 100 emplois entre 2021 et 2023 : un Service d'Appui à la Publicité Foncière, un Service Liaison Rémunération et un Centre de contact des professionnels.

Parallèlement à ce chantier de relocalisation ou du moins « délocalisation » la DGFIP continue de supprimer des emplois, 1 506 en 2022 au niveau national, soit 19 suppressions au 1^{er} janvier 2022 pour le département de la Marne. Et il est d'ores et déjà annoncé que l'hémorragie va se poursuivre... La CGT Finances Publiques dénonce cet exercice de communication voulant faire croire à la population que des emplois sont créés dans notre département.

Entre 2010 et 2022, la DDFIP de la Marne aura subi 295 suppressions d'emplois, soit près de 200 emplois de plus que les 100 emplois annoncés dans le cadre du projet de relocalisation (sans compter les suppressions de postes dans les autres administrations de la ville de Châlons et du département).

La CGT Finances Publiques tient également à préciser que c'est un leurre de faire croire que des agents vont venir en nombre des grandes métropoles pour s'installer dans la Marne avec leur famille. À titre d'exemple, sur les 15 premiers agents affectés au Service d'Appui à la Publicité Foncière en 2021, seulement 6 agents étaient en poste en région parisienne (dont certains faisaient déjà les trajets quotidiens Reims ou Châlons-Paris)

De plus, compte tenu des suppressions d'emplois annoncées à la DGFIP, aucune garantie n'est donnée quant à la pérennité de ces nouvelles missions, et encore moins des missions exercées actuellement dans la Marne. Il apparaît ainsi nécessaire de rappeler que la DGFIP, avec l'accord de certains élus locaux, n'a pas hésité à fermer au cours des 5 dernières années les trésoreries suivantes : Anglure, Avize, Ay, Dormans, Montmirail, Mourmelon, Pontfaverger, Suippes, Verzy et Ville-en Tardenois. Au 1^{er} janvier 2022, ce sont les trésoreries de Sermaize les Bains et d'Hermonville qui sont sacrifiées. La direction a déjà prévu la fermeture des trésoreries de Sainte-Ménéhould et de Sézanne pour le 1^{er} janvier 2023. Elles sont et seront remplacées par des points de contact dans des mairies ou Espaces France Service sur une journée ou 2 par semaine. Certaines permanences DGFIP sont prévues sur moins de 5 jours par an. D'ailleurs la participation de la DGFIP à ces points de contact n'est pas garantie dans le temps. Un accord a été signé jusqu'en 2026 avec bilan et possibilité de révision chaque année. Et après ???

Contrairement aux emplois supprimés qui concernent des agents en poste dans des services effectuant de l'accueil physique au bénéfice des usagers marnais (particuliers, professionnels, collectivités), ces services nouvellement créés ne feront aucun accueil. Il s'agit d'unités de « back-office » ou de centres d'appel effectuant des missions à distance pour le compte d'autres services de la DGFIP.

Il semble donc que la logique républicaine qui prévalait de fournir le même service public, à tous les usagers, sur tout le territoire, ne soit plus d'actualité à la DGFIP.

L'exercice de pure communication engagé par la DGFIP va jusqu'à envisager de prendre en location un bâtiment à réhabiliter sur l'ancienne caserne Chanzy, alors même que certains bâtiments actuellement occupés par la DGFIP sont à moitié vides suite aux suppressions d'emplois ! Il suffit pour s'en rendre compte de visiter certains services, comme la Cité Administrative Tirlet à Châlons...

Pour la CGT Finances Publiques de la Marne, il faut redynamiser les territoires avec des services de pleine compétence, et des effectifs en nombre suffisant, pour remplir l'ensemble de nos missions et garantir un service public de qualité et de proximité.